

TEXTE D'ORIENTATION **ÉCOLE ÉMANCIPÉE**

Stopper la réification du monde, de l'université et de la recherche Développer les services publics, à l'université et partout ailleurs

Une situation contradictoire, mais alarmante

Victoire contre le TCE, peu après notre congrès de 2005. Victoire contre le CPE, il y a un an. Sanction de la droite par les urnes et par la rue, comme en 2004 et 2003. Et pourtant, malgré les luttes sociales, malgré l'explosion des banlieues, droite et patronat poursuivent sans désespérer agressions et contre-réformes : licenciements boursiers, chantage aux délocalisations, précarité (CNE), réduction salariale, dégradation des conditions et durée du travail (cf. décret Robien pour les enseignants du secondaire !), truquage des chiffres du chômage, chasse à l'immigré jusque dans les écoles maternelles... Dans l'éducation, Robien peut appliquer la loi Fillon, ramener la scolarité obligatoire à 15 ans, réduire de 30 % les postes offerts au recrutement du 2^e degré... À l'Université, la situation devient dramatique, au point que le service public risque de chavirer. LMD et mise en concurrence des établissements font exploser la notion même de diplôme, plaçant les étudiants dans des rapports de force dégradés face à leurs futurs employeurs. La montée en force de l'ANR et de sa logique du



financement par contrats soumet la recherche aux seuls objectifs utilitaristes et multiplie les emplois précaires pour les jeunes chercheurs au détriment de postes titulaires. L'AERES établit un contrôle des universitaires par des personnalités choisies par le pouvoir au détriment des instances élues. Loin de renforcer les coopérations entre les universités, les PRES visent à réduire les plus faibles à de simples "collèges" et à créer des structures pyramidales échappant aux personnels. Enfin, les vieux projets destructeurs d'autonomie renforcée, de budget global, de CA de mandarins et notables, de services d'enseignement à la tête du client et d'augmentation des droits d'inscription sont hypocritement relayés par la CPU, véritable cheval de Troie des lobbies ultra-libéraux dans le monde universitaire.

Un mouvement social en manque de « tous ensemble »

Les jeunes, le mouvement social et syndical se sont montrés capables de faire reculer la droite sur des points singuliers (TCE, CPE) et ont montré qui est vraiment majoritaire dans

le pays. Mais ce rapport de force n'a pu être maintenu dans la durée. Il y a des raisons à ce paradoxe. Du côté politique d'abord. Quelle est cette gauche institutionnelle qui, embarquée sur le vaisseau de "l'économie réelle", n'offre aucune perspective de changement de cap ? Mais aussi, quelle est cette gauche antilibérale qui peine tant à s'unir et à se construire comme force indépendante de la première ? Or, l'absence de débouché politique aux luttes sociales pèse lourdement sur leur dynamique... Du côté syndical ensuite. Relevons d'abord l'attentisme des 5 confédérations. Même la CGT paraît s'être ralliée à ce "réalisme" du renoncement qui caractérise aujourd'hui les grands syndicats européens. À cela s'ajoute la division boutique quasi-permanente. Pendant la lutte contre la loi sur l'égalité des chances, les 5 se sont unies sous la contrainte du mouvement des jeunes. Mais elles ont toujours pris soin d'assigner la FSU et Solidaires à une place marginale. Et elles ont sifflé la fin de partie

- retour à la division - dès que le CPE, rien que le CPE, a été retiré. Aujourd'hui, elles restent singulièrement discrètes alors même que des luttes sociales surgissent un peu partout. De façon

très inhabituelle en période électorale, de nombreux salariés se mobilisent contre la barbarie patronale mais aucune structuration unitaire ne leur permet d'additionner leurs forces et de peser.

FSU et SNESUP devant leurs responsabilités

Face à l'urgence sociale, La FSU dans l'éducation et le SNESUP à l'université ont un rôle à jouer. L'éducation (comme la santé ou les retraites) est emblématique des acquis sociaux arrachés par la classe ouvrière aux 19^e et 20^e siècles. Au-delà de la revendication des moyens nécessaires, la défense de la démocratisation de l'école et de l'université

Pour défendre l'éducation
démocratique,
il faut créer un rapport de forces
avec les autres salariés.

PRÉCARITÉ : STOP !

En 2004, les non-permanents formaient 50 % des effectifs du Sup (hors vacataires), les ATER, 14 %. Parmi ces derniers ou parmi les contractuels, une immense majorité de précaires. Depuis, le MEN ne donne plus de chiffres. C'est que la situation se dégrade fortement. Comment pourrait-il en être autrement puisqu'il n'a même pas tenu ses promesses de créations de postes ? Dans les laboratoires, post-doc et CDD se multiplient, concurrence et hiérarchie se renforcent. Le financement par contrat pousse à la généralisation de thèses ultra-appliquées, où l'apprenti chercheur est remplacé par un simple opérateur, jetable après la soutenance. La régression est en marche. Il faut l'arrêter. Pour les thésards et jeunes docteurs, exigeons un statut de salarié ou de fonctionnaire stagiaire !



concerne chaque salarié(e), en activité ou pas. De plus, nous avons gardé une image unitaire et souvent impulsé des convergences multiples, dans le mouvement syndical et au-delà. Or, il s'agit d'urgence de construire un autre futur pour les jeunes et les salarié(e)s de ce pays, dépassant les divisions et la concurrence de tous contre tous que les libéraux cherchent à promouvoir. La FSU et le SNESUP ne sauraient se contenter d'une défense d'arrière-garde d'une citadelle éducative (en ruines pour l'université !) peu à peu vidée de ses forces vives. Aujourd'hui, pour défendre efficacement l'éducation démocratique, il faut sortir de ses murs, créer un rapport de forces avec les autres salariés et être à l'initiative d'un autre monde possible. Hélas, le courant majoritaire Unité & Action (Action syndicale au SNESUP) manque à cet égard de dynamisme et de cohérence...

Rompre avec la frilosité d'appareil

Prendre en compte les rapports de force ne saurait signifier tergiverser. Le syndicat doit mettre en œuvre son orientation en toute indépendance. Finissons-en avec la peur de heurter les secteurs les plus conservateurs des milieux que syndiquent FSU et SNESUP. Cette marque de faiblesse désoriente les militants et renforce les courants perméables à l'idéologie néo-libérale, accroissant en boucle

RENFORCER LES ALTERNATIVES INTERNATIONALES

Pour résister au capitalisme mondialisé, le syndicalisme doit renforcer son implication dans le mouvement altermondialiste, dans les Forums sociaux et développer les convergences. La création de la CSI s'inscrit dans un processus d'unification mondiale de forces syndicales très diverses qui n'est pas achevé. Il faut renforcer dans la CSI les organisations porteuses d'alternatives pour éviter que le seul syndicalisme qui s'impose à l'échelle internationale soit celui d'accompagnement du libéralisme. Ayant enfin rompu avec la FISE, le SNESUP peut s'engager dans ce projet avec la FSU.

la paralysie du syndicat. Dans l'enseignement supérieur, la majorité AS s'enfonce à l'excès dans le lobbying vis-à-vis des instances universitaires (CA, CS, CPCNU, CPU...). Les hésitations face au LMD (refus d'une revendication de moratoire au profit d'une vaine tentative d'améliorer la réforme "à la base") ont désarmé plus d'une section syndicale. Le schéma se reproduit pour les PRES et AERES : peut-on les combattre efficacement en participant à leur mise en place ? Par exemple pour l'AERES, ne fallait-il pas appeler au boycott de cette structure non élue ? Au lieu de cela la direction du SNESUP a tenté d'infiltrer un "espion" dans l'AERES via la représentation du CNU dans cette instance. Non seulement la manœuvre fut un échec, mais elle heurta de front des collègues qu'il fallait plutôt convaincre du boycott. Enfin, quand donc cessera l'aveuglement d'AS quant au rôle

▼
Être à l'initiative
des mobilisations,
relayer l'aspiration
à leur développement !
▲

100% néfaste de la CPU (plus précisément, de son bureau) ? Sous forme de loi, les "20 propositions" issues du colloque de Metz signifieraient la mort du service public. On peut se réjouir que certaines aient disparu de la version finale du 15 mars ("CA resserré, responsabilisé et ouvert sur l'extérieur" & "majoration/modulation des droits d'inscription"). Mais il ne faut pas être naïf : elles sont maintenues dans l'exposé des motifs et le 3^e VP de la CPU a pu proclamer sans mentir : "L'esprit du texte de Metz est conservé". L'objectif reste marchandisation des universités et transformation des présidents en petits managers (aux dépens des droits des personnels, du droit aux études et de la liberté de choix de celles-ci). Le « débat » que la CPU propose aux universitaires n'est qu'une tentative de leur faire endosser l'inacceptable. Loin de prêter le flanc à cette manipulation, le syndicat doit placer les Présidents face à leurs responsabilités devant les personnels et les étudiants. Comme le font un nombre croissant de CA... La mobilisation sociale reste le meilleur moyen de faire évoluer les têtes. Ou de les faire tomber !

École Émancipée, une orientation de résistance et de lutte

Être à l'initiative des mobilisations. Relayer l'aspiration à leur développement. Un

IUFM : (IR)RÉSISTIBLE INTÉGRATION ?

L'intégration des IUFM aux universités est menée tambour battant. Jusqu'à présent, le MEN a joué sur le flou des intentions et la perspective séduisante d'IUFM pleinement universitaires. Mais l'autonomie croissante des universités menace ce service public de formation des maîtres. Au bout du chemin : la concentration dans quelques centres, la réduction du temps de formation avant et après le concours, voire la remise en cause des concours via la délivrance de masters aux étudiants (alors directement employables par les chefs d'établissement). La défense des IUFM doit d'urgence devenir l'affaire de tous les enseignants.

SNESUP mieux inséré dans le mouvement social, encore plus unitaire, pourrait unir ses forces à celles des jeunes, des précaires et des autres secteurs du salariat, comme pendant la lutte anti-CPE. Il lui faut donc une orientation plus combative, cherchant par la mobilisation de toutes et tous à inverser le cours actuel de destruction du service public "Université". Seul le rapport de force permet défense et extension des services publics (notamment à l'échelle européenne). Seuls des mouvements interprofessionnels permettent de faire reculer durablement les projets néo-libéraux. **Une autre Université, une autre société, une autre Europe, un autre monde sont possibles : VOTEZ École Émancipée ! ●**

SIGNATURES (BN)

Jean-Marie Canu, Serge Czajkowski,
Jean-Luc Godet, Isabelle Krzykowski,
Yves Madaule, Jean Malifaud

